cnccfp
Commission nationale
des comptes de campagne
et des financements politiques

Décision du 8 juillet 2026

Décision

relative au compte de campagne de
M. Remy REBEYROTTE, tête de liste,
Élection municipale générale
des 15 mars 2026 et 22 mars 2026

Circonscription : Autun (Saône et Loire)

LA COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES

AU VU DES TEXTES ET DOCUMENTS SUIVANTS

- le code électoral et notamment les articles L. 52-11-1 et L. 52-15 ;
- le compte de campagne du candidat tête de liste, déposé le 19 mai 2026 ;
- les pièces justificatives fournies par le candidat tête de liste ;
- la requête n° 2601407-2 déposée contre l'élection devant le tribunal administratif de Dijon ;
- le courrier adressé au candidat tête de liste : lettre n° 69949 LRAR en date du 4 juin 2026 et sa réponse reçue le 15 juin 2026 ;
- le plafond des dépenses fixé pour la commune à 19 766 euros en ce qui concerne les listes présentes au premier tour.

SE FONDANT SUR CE QUI SUIT

Le compte de campagne fait apparaître un montant de dépenses déclarées de 11 861 euros et un montant de recettes déclarées de 11 861 euros dont 11 861 euros d'apport personnel.

Sur le montant des dépenses électorales et des recettes :

Le compte de campagne de M. Remy REBEYROTTE, tête de liste, n'appelle pas d'observation au regard des dispositions du code électoral.

Sur le montant du remboursement :

En application des dispositions de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement forfaitaire maximal auquel peut prétendre le candidat est égal au moins élevé des trois montants suivants : 47,50 % du plafond des dépenses applicable, soit 9 389 euros ; montant des dépenses de caractère électoral remboursables, soit 11 861 euros ; montant de l'apport personnel retenu pour le calcul du remboursement, soit 11 861 euros ; par suite, le montant du remboursement dû

par l'État doit être arrêté à la somme de 9 389 euros.

DÉCIDE :

- Article 1 : le compte de campagne de M. Remy REBEYROTTE, tête de liste, est approuvé et s'établit comme suit :
  en dépenses à 11 861 euros
  en recettes à 11 861 euros
- Article 2 : le montant du remboursement dû par l'État est arrêté à la somme de 9 389 euros.

Délibéré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans la séance du 8 juillet 2026 où siégeaient M.Christian CHARPY, président, Mme Catherine DÉMIER, vice-présidente, MM. Michel DELPUECH, Patrick GANDIL, Denis JARDEL, Philippe LAGAUCHE, Mmes Francine MARIANI-DUCRAY, Catherine PÉRIN.

Pour la Commission,
Le président

Christian CHARPY